

Norme d'occupation pour les espaces communs dans la maison à chambres et détecteurs de fumée

	nombre maximum de travailleurs saisonniers	
WC commun	travailleurs saisonniers	
salle de bains commune	travailleurs saisonniers	
espace de séjour commun	travailleurs saisonniers	
détecteur de fumée obligatoire à chaque niveau	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
détecteur de fumée présent à chaque niveau	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Portée de la présente attestation

La présente attestation ne se prononce pas sur les obligations urbanistiques.

La présente attestation ne porte pas atteinte à la validité d'une requête de réparation éventuelle. La réparation de tous les défauts est nécessaire pour mettre en œuvre une requête de réparation.

[Éventuellement] Une attestation du service incendie est requise pour le présent bâtiment. Cette attestation de conformité est délivrée sous réserve. Faute d'une attestation du service incendie, l'attestation de conformité est non valable.

Signature

date

jour mois année

signature

prénom et nom

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 septembre 2016 arrêtant le modèle d'attestation de conformité pour maisons à chambres destinées au logement de travailleurs saisonniers
Bruxelles, 16 septembre 2016.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement,
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
Liesbeth HOMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2016/27319]

24 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages, les articles 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages;

Vu le rapport du 24 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 14 avril 2016;

Vu l'avis 60.292/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées, le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° L'Administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- 2° le décret du 20 octobre 2016 : le décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages;
- 3° la demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3., 13°, du Code wallon de l'Agriculture;
- 4° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;
- 5° la surface agricole utile : le territoire consacré à la production agricole dans l'ensemble de ses composantes. Elle comprend par ordre décroissant les prairies permanentes, les cultures céréalières, les cultures fourragères et industrielles, les prairies temporaires ainsi que les jachères.

Art. 2. Pour l'application de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016, le Ministre calcule la moyenne des coefficients des fermages des provinces pour chaque région agricole, en vigueur au 1^{er} janvier 2016, pondérée en fonction des surfaces agricoles utiles de chacune de ces provinces.

Les surfaces agricoles utiles visées à l'alinéa 1^{er} sont établies sur base des demandes uniques de l'année précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Le Ministre fixe avant le 1^{er} décembre de chaque année, pour chaque région agricole, les coefficients mentionnés à l'article 2, § 2, du décret 20 octobre 2016.

§ 2. L'évolution du revenu du travail agricole par hectare pour chaque région agricole est calculée sur la base d'un indice exprimant le rapport entre, d'une part, la moyenne du revenu du travail agricole par hectare des cinq dernières années précédant l'année au cours de laquelle les coefficients sont actualisés et, d'autre part, la moyenne du revenu du travail agricole par hectare des cinq dernières années précédant l'année qui précède celle au cours de laquelle les coefficients sont actualisés.

Le revenu du travail agricole par hectare visé à l'alinéa 1^{er} est fixé sur base du rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution de l'économie agricole et horticole établi en application de la loi du 29 mars 1963 tendant à promouvoir la rentabilité de l'agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l'économie.

§ 3. L'index visé au paragraphe 1^{er} est le rapport entre l'indice des prix à la consommation de décembre de l'année précédant l'année de fixation ou d'actualisation des fermages et l'indice des prix à la consommation de décembre de l'année précédant cette dernière.

L'indice des prix à la consommation visé à l'alinéa 1^{er} est celui émis mensuellement par le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, sur base de l'année 2013.

§ 4. En application de l'article 2, § 2, alinéa 3, du décret du 20 octobre 2016, le coefficient n'est pas modifié de plus de cinq pourcents tant à la hausse qu'à la baisse.

Art. 4. Le Ministre publie les coefficients au *Moniteur belge* avant le 15 décembre de l'année qui précède l'année pour laquelle ils ont été fixés ou actualisés.

L'Administration publie par ailleurs ces coefficients sur le portail internet de la Région wallonne.

Art. 5. L'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages, modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1989, 29 septembre 1992, 24 octobre 1995 et 20 janvier 1998, est abrogé.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27319]

24. NOVEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise, Artikel 2 und 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. September 1989 über die Pachtkommissionen;

Aufgrund des Berichts vom 24. März 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 14. April 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. November 2016 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.292/2du des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 2° das Dekret vom 20. Oktober 2016 : das Dekret vom 20. Oktober 2016 zur Beschränkung der Pachtpreise;
- 3° der Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 4° der Minister: der Minister für Landwirtschaft;
- 5° die landwirtschaftliche Nutzfläche: das zur landwirtschaftlichen Erzeugung in der Gesamtheit ihrer Komponenten bestimmte Gebiet. Es enthält in absteigender Reihenfolge die Dauerwiesen, den Getreideanbau, die Futter- und Industriekulturen, die Wechselwiesen sowie das Brachland.

Art. 2 - Für die Anwendung von Artikel 2 § 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 berechnet der Minister den Durchschnitt der Koeffizienten der Pachtpreise der Provinzen, die am 1. Januar 2016 gültig sind, für jedes landwirtschaftliche Gebiet gewichtet nach den landwirtschaftlichen Nutzflächen jeder dieser Provinzen.

Die in Absatz 1 erwähnten landwirtschaftlichen Nutzflächen werden auf der Grundlage der Sammelanträge des Jahres vor dem Jahr des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestimmt.

Art. 3 - § 1. Der Minister bestimmt vor dem 1. Dezember jedes Jahres für jedes landwirtschaftliche Gebiet die in Artikel 2 § 2 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 erwähnten Koeffizienten.

§ 2. Die Entwicklung des Einkommens aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar für jedes landwirtschaftliche Gebiet wird anhand eines Index berechnet, der das Verhältnis ausdrückt zwischen einerseits dem Durchschnitt des Einkommens aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar der fünf letzten Jahre vor dem Jahr, in dem die Koeffizienten aktualisiert werden, und andererseits dem Durchschnitt des Einkommens aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar der fünf letzten Jahre vor dem Jahr, das dem Jahr vorangeht, in dem die Koeffizienten aktualisiert werden.

Das in Absatz 1 erwähnte Einkommen aus der landwirtschaftlichen Arbeit pro Hektar wird bestimmt auf der Grundlage des Berichts der Regierung an das Parlament über die wirtschaftliche Entwicklung der Landwirtschaft und des Gartenbaus, der in Anwendung des Gesetzes vom 29. März 1963 zur Förderung der Rentabilität der Landwirtschaft und ihrer Gleichwertigkeit mit den anderen Wirtschaftszweigen erstellt wird.

§ 3. Der in Paragraph 1 erwähnte Index ist das Verhältnis zwischen dem Verbraucherpreisindex vom Dezember des Jahres vor dem Jahr der Bestimmung oder Aktualisierung der Pachtpreise und dem Verbraucherpreisindex vom Dezember des Jahres vor dieser Bestimmung oder Aktualisierung.

Der in Absatz 1 erwähnte Verbraucherpreisindex ist jener, der monatlich vom Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie auf der Grundlage des Jahres 2013 bekanntgegeben wird.

§ 2. In Anwendung von Artikel 2 § 2 Absatz 3 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 wird der Koeffizient nicht um mehr als fünf Prozent erhöht oder verringert.

Art. 4 - Der Minister veröffentlicht die Koeffizienten im *Belgischen Staatsblatt* vor dem 15. Dezember des Jahres vor dem Jahr, für das sie bestimmt oder aktualisiert worden sind.

Die Verwaltung veröffentlicht zudem diese Koeffizienten auf dem Internetportal der Wallonischen Region.

Art. 5 - Der Königliche Erlasses vom 11. September 1989 über die Pachtkommissionen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. November 1989, vom 29. September 1992, vom 24. Oktober 1995 und vom 20. Januar 1998, wird aufgehoben.

Art. 6 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27319]

24 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprizen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprizen, artikelen 2 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 september 1989 betreffende de pachtprizencommissies;

Gelet op het rapport van 24 maart 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke regeringen en de Federale overheid, gepleegd op 14 april 2016;

Gelet op het advies 60.292/2 van de Raad van State, gegeven op 22 november 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° het decreet van 20 oktober 2016: het decreet van 20 oktober 2016 tot beperking van de pachtprizen;
- 3° de verzamelaanvraag : de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3., 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;
- 4° de Minister : de Minister van Landbouw;
- 5° het bruikbare landbouwareaal: het grondgebied dat, wat het geheel van zijn bestanddelen betreft, voor landbouwproductie bestemd is. Het omvat in dalende volgorde de vaste weiden, de graanteelt, de voedergewassen en nijverheidsgewassen, de tijdelijke weiden en het braakland.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 2, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 berekent de Minister de gemiddelde pachtcoëfficiënten van de provincies voor elk landbouwgebied, die op 1 januari 2016 in werking zijn en die gewogen worden naar gelang van de bruikbare landbouwooppervlakten van elke van die provincies.

De in het eerste lid bedoelde bruikbare landbouwarealen worden bepaald op grond van de verzamelaanvragen van het jaar vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. § 1. Voor 1 december van elk jaar bepaalt de Minister voor elk landbouwgebied de coëfficiënten bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet van 20 oktober 2016.

§ 2. De ontwikkeling van het inkomen uit de landarbeid per hectare voor elk landbouwgebied wordt berekend op grond van een indexcijfer dat de verhouding weergeeft tussen, enerzijds, het gemiddelde van het inkomen uit de landarbeid per hectare van de vijf laatste jaren vóór het jaar waarin de coëfficiënten worden geactualiseerd en, anderzijds, het gemiddelde van het inkomen uit de landarbeid per hectare van de vijf laatste jaren vóór het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de coëfficiënten worden geactualiseerd.

Het in het eerste lid bedoelde inkomen uit de landarbeid per hectare wordt bepaald op grond van het verslag van de Regering aan het Parlement over de ontwikkeling van de landbouw- en tuinbouwconomie opgemaakt overeenkomstig de wet van 29 maart 1963 ertoe strekkende de rendabiliteit in de landbouw op te voeren en zijn gelijkwaardigheid met de andere sectoren van het bedrijfsleven te bevorderen.

§ 3. De in § 1 bedoelde index is de verhouding tussen het indexcijfer der consumptieprizen van december van het jaar vóór het jaar van bepaling of actualisering van de pachtprizen en het indexcijfer der consumptieprizen van december van het jaar dat voorafgaat aan laatstgenoemd jaar.

Het in het eerste lid bedoelde indexcijfer is het indexcijfer dat op grond van het jaar 2013 maandelijks bepaald wordt door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O. en Energie.

§ 4. Overeenkomstig artikel 2, § 2, derde lid, van het decreet van 20 oktober 2016 kan de coëfficiënt niet met meer dan vijf procent verhoogd of verlaagd worden.

Art. 4. De Minister maakt de coëfficiënten in het *Belgisch Staatsblad* bekend voor 15 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor ze bepaald of geactualiseerd zijn.

De Administratie publiceert overigens die coëfficiënten op het internetportaal van het Waalse Gewest.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 11 september 1989 betreffende de pacht Prijzencommissies, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 november 1989, 29 september 1992, 24 oktober 1995 en 20 januari 1998 wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 november 2016.

De Minister-President,

P MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27320]

**24 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
définissant les régions agricoles présentes sur le territoire de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages, l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu le rapport du 24 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que les régions aux caractéristiques naturelles et au potentiel agro-économique spécifique de la Région wallonne sont actuellement définies par l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume tel que modifié par les arrêtés royaux du 15 juillet 1953, du 8 mars 1968 et du 15 février 1974;

Considérant que l'adoption du présent arrêté épargnera au lecteur de devoir faire le tri entre les régions agricoles situées en Région wallonne et les régions agricoles situées en dehors de la Région wallonne;

Considérant que la détermination de ces régions est essentielle pour permettre la fixation d'un coefficient de fermage juste en tenant compte des spécificités de ces régions;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages, les régions agricoles sont les régions aux caractéristiques naturelles et au potentiel agro-économique spécifique définies par l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux du 15 juillet 1953, du 8 mars 1968 et du 15 février 1974.

Les régions agricoles en Région wallonne sont :

- 1° l'Ardenne;
- 2° la Campine hennuyère;
- 3° le Condroz;
- 4° la Fagne;
- 5° la Famenne;
- 6° la Haute Ardenne;
- 7° la région Herbagère;
- 8° la région Jurassique;
- 9° la région limoneuse;
- 10° la région sablo-limoneuse.

Une carte des Régions agricoles et des communes en Région wallonne est annexée au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN